

qui se présentent à nous soient réglés avec autant de bon sens et autant de prévoyance que nous l'avons fait par le passé. Comme nous le savons, il y a encore des problèmes à affronter. Le leader de l'opposition en a signalé un. De toutes les nations représentées à l'Organisation des Nations Unies, il n'y en a pas une, sauf l'exception possible de l'Union Sud-Africaine, qui ne soit pas à faire l'essai, à divers degrés, d'un régime économique différent de celui du Canada et des Etats-Unis. Notre régime sera mis à l'épreuve et subira les influences des autres; ces influences se feront plus ou moins sentir en notre pays selon l'importance de nos propres succès. Mon ami le leader de l'opposition a parfaitement raison sur ce point. C'est un sujet intéressant dont nous devons prendre connaissance.

A cet égard, nous pouvons prendre note de la fameuse théorie qu'on a élaborée dans divers pays: parce que les Etats-Unis ont la moitié du revenu national de l'univers, ils devraient continuer à payer la moitié des dépenses de l'Organisation des Nations Unies. Comme l'a dit le sénateur Vandenberg, la Russie et d'autres pays leur faisaient un compliment en affirmant que les Etats-Unis ont la moitié du revenu de l'univers et, en continuant d'insister sur ce point, ils discréditaient leur propre régime économique; il aurait été naturel qu'un représentant des Etats-Unis proposât aux autres pays, dans les circonstances, d'adopter le régime économique des Etats-Unis, qu'il les exhortât à le faire. Quoi qu'il en soit, aux Etats-Unis et au Canada, le niveau de vie est probablement plus élevé qu'en tout autre pays. La question demeure: jusqu'à quel point est-ce dû à notre intelligence et à notre talent supérieurs, jusqu'à quel point est-ce dû à nos ressources naturelles? Souvenez-vous que c'est un gros atout pour nous, qui sommes 12 millions d'habitants, d'occuper la moitié d'un continent qui déborde des plus grandes ressources naturelles. Aussi, est-ce avec une certaine humilité que nous devons nous enorgueillir à juste titre des réalisations du Canada. Ne l'oublions pas. Soyons sûrs que nous tirons le meilleur parti possible de ce dont la nature nous a dotés. Remarquez-le bien, pour l'étranger, il y a plusieurs aspects de notre régime économique d'aujourd'hui qui prêtent au ridicule. Il y a la question de l'entreprise privée qui est soumise à l'épreuve. Si vous vous arrêtez à examiner cette question de près, vous constatez que les idées ne sont pas nettes, en notre pays, au sujet de l'entreprise privée. En Ontario, les gens oublient qu'un gouvernement conservateur a établi l'entreprise hydroélectrique étagée, il y a 25 ans, et que cette entreprise fonctionne depuis. Dans la province de Québec, où certaines gens s'efforcent d'éta-

blir une telle entreprise sous l'égide provinciale, on les taxe de socialistes avérés. A Truro, en Nouvelle-Ecosse, les familles les plus en vue sont les Stanfield, les Lewis et autres: ces gens se tiennent pour la personnification de l'entreprise privée. Même si on le voulait, on n'aurait pas assez d'argent pour acheter leur société d'énergie. A Halifax, le *Halifax Herald* du sénateur Dennis demande depuis plusieurs années que la ville songe à se charger de la distribution de l'éclairage électrique. A Truro, seulement à 60 milles de là, on qualifie cette idée de socialisme morbide. Un étranger qui viendrait ici vous demander votre opinion sur ce sujet, trouverait que vous n'avez pas d'idées bien nettes. Sachant la tendance à venir, nous devrions tâcher d'assurer la sécurité future et préserver les intérêts des hommes d'affaires.

Je ne crois pas que le parti libéral, ni même le parti conservateur s'il parvenait demain aux affaires, vendrait le National-Canadien au Pacifique-Canadien, ni à aucune société ou aucun groupe de particuliers. Je n'ai jamais entendu dire que cette mesure fit partie du programme des conservateurs. Débarrassons-nous de ces toiles d'araignée, sinon des gens viendront ici nous poser des questions embarrassantes auxquelles nous pourrions difficilement répondre. Etudions bien notre régime économique, parce qu'il va être mis en question.

Il se pose aussi des problèmes ardues au sujet de notre programme de sécurité sociale. Prenons, par exemple, la pension de vieillesse. Le Gouvernement a affirmé que, s'il s'établit des relations satisfaisantes avec les provinces, il songera à la possibilité de créer la pension de vieillesse pour tous, sans évaluation des ressources, à raison de \$30 par mois, à partir de l'âge de 70 ans. Je ne sais quelles sont les vues du parti conservateur à ce propos, mais la C.C.F. renchérit, parlant de \$50 par mois dès l'âge de 65 ans. Le parti travailliste est d'avis qu'il en coûterait une somme de l'ordre de 300 millions; d'autres placent ce chiffre à 600 millions. On prétend, en tout cas, qu'il faudra beaucoup d'argent pour la pension de vieillesse. C'est vrai, honorables sénateurs, mais je n'aimerais pas à penser qu'à l'âge de 65 ans j'aurais moins de \$50 par mois pour vivre. Je doute qu'aucun de mes auditeurs me contredise. C'est du moins mon impression. J'aimerais dix fois cette somme. Ne vous y trompez pas, on ne se débarrassera pas de la question par un simple geste de la main, arguant de la dépense trop forte. Je doute qu'une seule question prenne une telle importance en notre pays, dans l'avenir, que celle de la pension de vieillesse. Quel en sera le montant, à quel âge on l'accordera,